

## Chapitre 12

### LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE

#### 1. Quel économiste a le premier théorisé l'intervention de l'État dans la régulation économique ?

*Vous rappellerez notamment dans quel contexte il a formulé sa théorie.*

Keynes est l'auteur qui a le premier théorisé l'intervention de l'État dans la régulation économique. C'est dans le contexte de la Grande Dépression qu'il va jeter les bases de l'Etat Providence : « *L'élargissement des fonctions de l'État [...apparaît...] comme le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un heureux exercice de l'initiative individuelle* » (*La Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

Contrairement à la théorie néoclassique, il considère que « *l'expérience ne démontre nullement que les individus, une fois réunis en une unité sociale, sont toujours moins clairvoyants que lorsqu'ils agissent isolément* ». L'économie de marché étant par essence décentralisée, elle ne peut apporter de réponse à des problèmes collectifs qui exigent une coordination des agents économiques. Les choix individuels n'ont pas de raison de mener à un optimum global. Le marché n'étant pas autorégulateur, l'État doit intervenir en tant que centre de décision collectif pour assurer cette coordination. La fonction d'utilité collective est ici différente de l'agrégation de celles des individus : l'État a une véritable fonction à remplir.

Le principal apport de Keynes concerne le rôle de stabilisation de l'État et dans une moindre la fonction de redistribution. Il donne naissance aux premières politiques conjoncturelles dans un cadre macroéconomique. À partir du concept de demande effective, Keynes montre que c'est la demande qui détermine l'offre et non l'inverse. Il en résulte d'une part, qu'une épargne trop importante peut ralentir la demande, donc la croissance et d'autre part, qu'il peut y avoir des équilibres durables de sous-emploi, aggravés par la rigidité à la baisse des salaires. Il faut donc agir sur la demande pour relancer l'économie, ce qui revient au seul agent motivé pour l'intérêt collectif : l'État. La fonction de ce dernier est :

- d'injecter du pouvoir d'achat grâce à une augmentation des dépenses publiques financées par un déficit budgétaire, qui aura un effet multiplicateur sur les revenus et la demande globale ;
- d'agir sur la baisse des taux d'intérêt par une politique monétaire expansive afin de favoriser l'investissement ;
- de mener une politique de redistribution des revenus en faveur des ménages les plus pauvres, qui ont la propension marginale à consommer la plus élevée ;
- de favoriser « *l'euthanasie du rentier et du capitaliste oisif* » ;
- de permettre une inflation modérée qui favorise l'emploi par le biais de la consommation et dissuade l'épargne.

L'intervention et le déséquilibre budgétaire doivent ainsi être au service de l'équilibre général de plein-emploi. On parle à cet égard de finance fonctionnelle de l'Etat.

Notons pour finir que malgré cet ardent plaidoyer pour l'intervention publique, Keynes n'en est pas pour autant favorable à une étatisation de l'économie puisqu'il reconnaît les avantages traditionnels de l'individualisme, en ce sens qu'il élargit plus que tout autre système le champ des décisions personnelles.

#### 2. Qu'est-ce qu'un bien collectif ?

*Vous présenterez les différents types de biens collectifs en illustrant votre propos à l'aide d'exemples concrets.*

Un bien collectif – parfois appelé *bien public* – est un bien qui obéit à deux principes :

- le **principe de non-rivalité** (ou d'indivisibilité) : il peut être consommé simultanément par plusieurs personnes sans que la quantité consommée par l'une ne réduise la quantité disponible pour les autres.
- le **principe de non-exclusion** : une fois produit, il est à la disposition de tous et l'on ne peut pas exclure le consommateur moyennant le paiement d'un prix.

Ces deux critères, mis en avant pour la première fois par Samuelson (1954), doivent être néanmoins précisés. Le principe d'indivisibilité n'empêche pas à lui seul, la prise en charge de la production par le marché. Par exemple, certains concerts ou spectacles peuvent être produits par le secteur privé.

Par contre, le principe de non-exclusion implique que le producteur ne peut pas exiger le paiement d'un prix, donc qu'il produira à perte et préférera arrêter la production. Il peut y avoir plusieurs raisons à cette non-exclusion :

- les biens pour lesquels l'exclusion par les prix n'est pas possible pour des raisons techniques comme la défense ou la justice ;
  - le cas des biens pour lesquels l'exclusion serait possible mais elle est difficile et coûteuse ou elle n'est pas tout simplement pas souhaitable pour des raisons politiques comme l'éducation.
- Dans ce dernier cas, on parle alors de biens sous tutelle ou biens tutélaires (*merit goods*).

Dans les deux cas, Buchanan montre que face à cette non-exclusion, le consommateur rationnel sera poussé à adopter un comportement de *passager clandestin* en espérant bénéficier gratuitement du bien, et laisser les autres payer à sa place. En conséquence, le manque à gagner pour l'entrepreneur privé est tel qu'il arrêtera la production ou bien continuera de produire mais à un niveau sous-optimal. Dès lors, l'Etat peut légitimement intervenir pour garantir la fourniture de ce bien collectif.

Dans la réalité, la plupart des biens correspondent à l'un ou l'autre des critères, mais rares sont les biens qui respectent ces deux conditions à la fois. C'est pourquoi on fait la distinction entre **biens collectifs purs** et **biens collectifs impurs**. Un bien collectif pur est un bien qui respecte les deux principes de non-rivalité et de non-exclusion. Les exemples les plus connus sont ceux d'un éclairage public, d'un feu d'artifice, de la défense nationale, etc. Ils sont caractérisés par une obligation d'usage et donc par un financement par l'impôt. Un bien collectif impur est un bien qui répond à seulement l'un de ces deux principes.

En croisant les deux critères, on obtient une analyse plus fine qui permet de dégager une typologie des différents types de biens collectifs.

**Typologie des biens collectifs**

	Exclusion	Non-Exclusion
Rivalité	Biens privés purs <i>Ex : une voiture</i>	Biens communs <i>Ex : la biodiversité</i>
Non-rivalité	Biens mixtes <i>Ex : une autoroute à péage</i>	Biens collectifs purs <i>Ex : la défense nationale</i>

À côté des *biens privés purs* et des *biens collectifs purs*, on trouve ainsi des biens mixtes qui font l'objet d'une exclusion mais pas d'indivisibilité. C'est le cas d'une autoroute à péage ou bien encore d'un équipement sportif ou culturel. Enfin, les biens communs sont caractérisés par une rivalité et une non-exclusion. On peut citer l'exemple des propriétés communes : toutes les personnes relevant d'un environnement donné peuvent les consommer (ex. les parties communes d'un immeuble). On ne peut exclure les consommateurs qui peuvent alors se faire concurrence en termes de quantités consommées. Notons pour finir que Buchanan propose une autre classification des biens collectifs en établissant un lien entre le degré d'indivisibilité et le nombre de personnes concernées par l'existence de ces biens. Il définit ainsi les **biens « club »** : À la différence du bien collectif pur qui est destiné à la communauté toute entière, l'effectif des consommateurs de biens « club » n'est pas fixe et répond au critère de non-rivalité tant qu'il n'y a pas d'**effet d'encombrement** : dans ce cas, l'ajout d'un consommateur supplémentaire affecte la quantité ou la qualité de la caractéristique collective pour les autres consommateurs. Par exemple, un trop grand nombre de personnes présents sur un terrain de golf ou dans une piscine peut être gênant.

## 1. Quelles sont les trois fonctions de l'État selon Musgrave ?

R. Musgrave, dans sa *Théorie des finances publiques* (1959), rattache l'ensemble des dépenses et des recettes publiques à trois types de fonctions de l'État :

- **Fonction d'allocation** (des biens et services) : l'État intervient sur l'allocation des ressources productives en menant des politiques structurelles pour corriger les équilibres partiels et

atteindre des objectifs jugés économiquement ou socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché. La fonction d'allocation concerne :

- la production publique de biens et de services, soit par la fourniture de prestations par les pouvoirs publics, soit par des entreprises publiques ou semi-publiques ;
  - le financement de certaines activités (biens collectifs, externalités ou monopole naturel) ;
  - le choix de la meilleure affectation possible entre les diverses productions publiques (défense nationale, hôpitaux, recherche, enseignement, etc.) ;
  - la réglementation de certaines activités.
- **Fonction de stabilisation** (ou de régulation) : l'État intervient pour corriger l'équilibre général, en garantissant notamment une croissance économique équilibrée, au voisinage du plein emploi de l'économie. Cela suppose notamment la mise en place de politiques conjoncturelles via la monnaie et le budget qui vise les grands équilibres de l'économie et dont les effets sont essentiellement transitoires. À ces mesures de gestion de la demande à court terme, s'ajoutent les problèmes de croissance à long terme. En menant des politiques structurelles ou industrielles, l'État favorise l'essor de certaines activités et peut ainsi stimuler la croissance. Ses priorités sont la compétitivité, l'aménagement du territoire, le bien-être social (notamment face aux restructurations agricoles ou industrielles).
- **Fonction de redistribution** : l'État intervient pour corriger la dynamique du marché et éviter en particulier que des inégalités de départ se cumulent de manière excessive. Au moyen de prélèvements obligatoires, l'État modifie ainsi la répartition initiale (ou répartition primaire) des revenus dans un sens de justice sociale. Pour remplir cette fonction, l'État dispose de plusieurs moyens d'intervention :
- **La fiscalité.** On distingue la **fiscalité directe** qui prélève une fraction des revenus des ménages, des résultats des entreprises et des patrimoines, de la **fiscalité indirecte** qui frappe les échanges économiques.
  - **L'approvisionnement direct par l'État** (biens collectifs / sous tutelle). Notons qu'il s'agit, dans ce cas, d'une **redistribution indirecte** financé par le budget général des administrations (l'impôt) et non par des transferts monétaires.
  - **La subvention publique de production privée.**
  - **Les suppléments de revenu privé**, soit sous forme d'allocations, soit sous forme de déductions fiscales.

La fonction d'allocation peut être appréhendée grâce à l'analyse microéconomique. La fonction de stabilisation rentre plutôt dans une perspective macroéconomique, tout comme la fonction de redistribution, qui est beaucoup trop souvent laissée pour compte.

#### 4. Quels sont les deux modèles fondateurs de la protection sociale ?

*Vous indiquerez à quel modèle correspond selon vous le système français.*

Les deux modèles fondateurs de la protection sociale sont le modèle allemand Bismarckien et le modèle britannique de Beveridge. Leurs logiques sous-jacentes sont institutionnellement opposées puisque le modèle de Bismarck est fondé sur une logique d'assurance, alors que le modèle de Beveridge révèle plutôt une logique d'assistance.

##### a. Le modèle Bismarckien : une logique d'assurance

Paradoxalement, c'est en Allemagne au sein d'un gouvernement plutôt conservateur, voire réactionnaire, que la protection sociale est apparue dans les années 1880. C'est le chancelier Bismarck qui mît en œuvre le premier système de sécurité sociale en Europe, un système qui est longtemps resté une référence.

Sous la pression des luttes ouvrières et de l'influence croissante des thèses marxistes, la social-démocratie allemande avait mis en avant des revendications portant sur la protection sociale depuis plus d'une décennie. La *Sozialpolitik* du chancelier Bismarck, qui visa en particulier à couper l'herbe

sous le pied à ses adversaires politiques, s'appuie sur trois lois fondamentales<sup>1</sup> :

- la loi de 1883 qui crée l'assurance maladie obligatoire pour les ouvriers à bas salaires avec des institutions autonomes s'administrant elles-mêmes sous le contrôle de l'État;
- la loi de 1884 qui crée l'indemnisation des accidents du travail et l'obligation de cotisation des employeurs ;
- la loi de 1889 qui crée les assurances vieillesse et invalidité, dont la charge est partagée entre les employeurs et les salariés.

D'autres lois viendront s'ajouter à ce régime ; l'ensemble constituera, en 1911, le **Code des assurances sociales**.

Le système bismarckien d'assurance repose sur quatre principes selon M. Th. Join-Lambert :

- « Une protection exclusivement fondée sur le travail [...] ;
- une protection obligatoire pour les seuls salariés dont le salaire est inférieur à un certain montant, donc pour ceux qui ne peuvent recourir à la prévoyance individuelle;
- une protection fondée sur la technique de l'assurance, qui instaure une proportionnalité des cotisations par rapport aux salaires, et une proportionnalité des prestations aux cotisations;
- une protection gérée par les employeurs et les salariés eux-mêmes ».

Sur ce dernier principe, notons que dans la conception initiale du système, l'Etat devait être le gestionnaire et le distributeur des prestations. Mais Bismarck dut concéder la gestion des assurances à des organisations corporatistes formées sur la base des professions.

De ces quatre principes, il ressort principalement l'idée d'une rupture avec les principes libéraux de l'assurance du fait de l'obligation d'une cotisation et d'une logique de l'assurance sociale basée sur la solidarité professionnelle. En ce sens, le système bismarckien se distingue des principes du plan Beveridge, préconisant une sécurité nationale fondée sur la solidarité entre citoyens.

Les limites du système sont toutefois évidentes. Les individus ne travaillant pas ne peuvent bénéficier du dispositif. Il est donc nécessaire de mettre en place des dispositions complémentaires pour ceux-ci. De plus, le groupe professionnel peut se révéler un cadre inadapté, en raison d'évolutions économiques ou démographiques (retraites).

Ce modèle a néanmoins largement inspiré les politiques sociales en Europe pendant près de soixante ans. Dès la fin du XIXe siècle, la Hongrie, le Danemark, l'Autriche, la Suède, l'Italie adopteront des législations comparables ; un peu plus tard, la Grande-Bretagne (1911) ; plus tard encore, les Pays-Bas, la France (1930) et enfin le Japon (1945).

#### **b. Le modèle de Beveridge : une logique d'assistance**

Le deuxième modèle dont s'inspirent largement les systèmes européens est né après la Seconde Guerre mondiale en Grande Bretagne. Il est issu des travaux de lord Beveridge, présentés dans le Livre blanc de 1942. Beveridge, qui avait étudié de près la théorie keynésienne et l'expérience suédoise, avait le souci de compléter la liberté individuelle par la sécurité sociale. Ses idées se concrétiseront à travers trois lois fondamentales :

- le *Family Allowance Act* (1945) ;
- le *National Health Service Act* (1946) ;
- le *National Assistance Act* (1948).

Les trois principes sous-jacents au modèle sont :

- Un **principe d'universalité** : la protection sociale est étendue à tous les individus de la société et ne bénéficient plus seulement aux salariés. Ce principe constitue une rupture importante avec la logique bismarckienne des assurances sociales.
- Un **principe d'unité** : il suppose d'une part, que les prestations et les cotisations soient uniformes et, d'autre part, qu'il y ait un service public unique (excepté pour la gestion des accidents du travail et des allocations familiales). Ainsi, les prestations ne doivent plus être liées au niveau de salaire et doivent répondre à une logique de satisfaction des besoins élémentaires.
- Un **principe d'intégration** : il implique que les politiques d'aides à la famille, d'amélioration de la santé publique et la politique de plein emploi soient coordonnées pour garantir une meilleure efficacité.

---

<sup>1</sup> J.P. Cendron, *Le monde de la protection sociale*, Circa, Nathan, 1996.

L'idée sous-jacente de Lord Beveridge, est de mettre en place une politique de protection globale qui repose sur la solidarité nationale et qui permette de garantir un droit au travail, à la santé et au revenu. Les prestations couvrent donc un champ très large et débouchent sur une garantie de ressources minimales, assurée à tous, quel que soit le statut social (salarié, inactif, chômeur). Les prestations sont calculées pour couvrir les besoins fondamentaux de l'individu : elles sont forfaitaires, indépendantes du niveau de salaire, et versées sous condition de ressources. La solidarité s'exerçant à l'échelle de la nation, et non plus du groupe social, les ressources doivent provenir de l'impôt dont l'assise est plus large que celle des cotisations sociales.

Le modèle de Beveridge, auquel le terme d'État Providence fait le plus souvent référence, a ainsi supplanté le modèle de Bismarck d'abord en Grande-Bretagne. Il fut également adopté par les pays scandinaves et l'Irlande après la guerre, puis par les pays du Sud de l'Europe et le Canada à partir des années 1970.

Ces deux modèles ont indéniablement influencé la construction des systèmes de protection sociale dans les autres pays européens, et notamment le modèle de protection sociale français. L'État-providence en France s'est d'abord construit par référence au modèle bismarckien. Le caractère obligatoire de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1930 sur les assurances sociales y trouve son origine. Néanmoins, même si le système est dominé par une logique économique de solidarité corporatiste (logique d'assurance), les transferts résultant des mécanismes de financements croisés entre régimes, caisses et autres fonds, permettent d'affirmer *in fine* la solidarité nationale fondée sur une logique d'assistance.

## 5. Pourquoi l'État-Providence est-il en crise ?

Les difficultés économiques des années 70 vont considérablement remettre en cause l'État-providence. L'offensive théorique libérale, menée par des auteurs comme Milton Friedman (chef de file des monétaristes), récuse l'efficacité des politiques de relance pour faire reculer le chômage. L'hypothèse d'un « taux de chômage naturel » est posée : il résulterait des nombreuses entraves au libre jeu des forces du marché, notamment sur le marché du travail.

Sous l'effet conjugué de l'internationalisation des échanges commerciaux et de la libéralisation financière, l'autonomie et l'efficacité des politiques économiques ont été fortement affectées. Depuis une bonne vingtaine d'années, les organismes internationaux, Banque mondiale, FMI, et un grand nombre d'économistes prônent une neutralisation de la politique monétaire, notamment par le biais de la lutte contre l'inflation, qui est devenue dans les économies les plus avancées une sorte d'obsession déraisonnable, au détriment du plein-emploi. La politique budgétaire voit son efficacité mise en doute et ses marges de manœuvre réduites. La base fiscale ne connaît plus la même croissance que par le passé ; or, comme les dépenses augmentent sous l'effet de la crise économique, la montée de la dette publique ponctionne une part croissante des recettes de l'État. La priorité des politiques conjoncturelles n'est plus la relance de la demande mais la libéralisation des conditions de l'offre.

Ainsi, par un renversement complet, le marché est de nouveau présenté comme « la » solution aux problèmes de l'action collective. Il s'en suit un vaste mouvement de désengagement de l'État, d'abord aux États-Unis et en Angleterre, puis en Europe continentale. Il se traduit par des vagues de privatisation d'entreprises publiques, des allègements fiscaux et surtout par la dérèglementation de tous les marchés. L'État est renvoyé à ses fonctions régaliennes et à son rôle de surveillance du bon fonctionnement des marchés.

Pour **Rosanvallon**<sup>2</sup>, l'État-providence connaît une triple crise :

- **une crise de financement** : il ne peut plus assumer les mêmes fonctions sans augmenter sa ponction ;
- **une crise d'efficacité** : crise de la sécurité sociale, pauvreté, chômage et inflation ;
- et **une crise de légitimité** : le principe même de son intervention est contesté.

---

<sup>2</sup> P. Rosanvallon, *La crise de l'Etat-providence*, 1981.

## La crise de financement

À partir des années 70, les dépenses publiques ont augmenté bien plus vite que les recettes. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. D'une part, la rupture de la croissance dans les pays industrialisés, et plus particulièrement en Europe, a largement freiné l'augmentation des recettes. Le financement de la protection sociale est principalement assuré par les cotisations sociales versées par les employeurs et les salariés. En France, la part de ces cotisations dans le total des ressources est de 65 % en 2005 contre 80 % en 1992. Leur montant dépend à la fois de l'assiette (revenus du travail) et du taux. Or, l'assiette des cotisations a fortement chuté depuis le début des années 80 en raison du développement du chômage et les exonérations de cotisation visant à relancer l'emploi ont accentué ce phénomène. D'autre part, la demande de protection sociale s'est maintenue, voire accrue, si bien que le rythme de croissance des prestations est resté élevé.

Le fameux « trou de la sécu » (i.e. le déficit global des organismes de sécurité sociale), est devenu une véritable obsession sur la scène politique française, exacerbée par les contraintes liées au respect du Pacte de Stabilité au niveau européen (déficit global des administrations publiques inférieur à 3 %). Malgré un niveau pourtant bien inférieur à celui du déficit public, le déficit de la sécurité sociale a été placé au cœur du débat sur la crise de l'Etat-providence.

En conséquence, les gouvernements se sont vus contraints d'augmenter les taux de cotisations ou d'élargir l'assiette des prélèvements. En France, la création de la *contribution sociale généralisée* (CSG créée en 1991) et de la *contribution au remboursement de la dette sociale* (CRDS créée en 1996) vont dans ce sens. Autre nouveauté, les partenaires sociaux ne s'opposent plus au financement fiscal du système au nom de son autonomie, mais au contraire le revendiquent. L'accent est mis sur la diversification des recettes et l'injection supplémentaires de ressources fiscales : dorénavant, c'est la solidarité nationale, donc le budget de l'État qui prend en charge les dépenses non contributives (i.e. sans contrepartie de cotisations ou non proportionnelles aux cotisations). Ces mesures n'ont toutefois pas permis de renverser la tendance.

Un argument souvent avancé pour expliquer la crise de financement du système de protection sociale, est celui du vieillissement démographique. En particulier, l'augmentation de la part relative des personnes âgées remettrait en cause le système de retraite par répartition financé par les cotisations des actifs. La solution toute trouvée serait de mettre en place un système de retraite par capitalisation. Un tel argument appelle un certain nombre de remarques.

Tout d'abord, c'est semble-t-il, renverser le problème qui tient plutôt à la trop faible part d'actifs cotisants, en raison d'un taux de chômage élevé. Ensuite, rien ne garantit que les systèmes d'assurances privés permettent de mieux répondre à cette évolution : l'instabilité des rendements boursiers et la menace permanente de crise systémique qui pèse sur les marchés de capitaux en font un système de protection sociale fort risqué.

Enfin, certaines études rappellent à juste titre que si la part relative des personnes âgées dans la population totale augmente dans l'avenir, la part relative des plus jeunes baissera, ce qui entraînera une diminution de la charge liée à l'éducation et permettra de compenser l'augmentation de la charge liée au vieillissement. Ainsi, le ratio de dépendance démographique connaîtra un taux de croissance bien plus faible que le ratio de dépendance vieillesse. Le ratio le plus déterminant pour l'avenir du système de protection sociale est le ratio de dépendance économique. Or, l'évolution de ce ratio est beaucoup moins inquiétante que certains voudraient le faire croire.

Selon certaines analyses, l'ensemble des pays de l'Union européenne connaîtrait une crise de financement des retraites les contraignant à engager des réformes. Ces dernières aboutissent la plupart du temps à un allongement de la durée de cotisation et à la promotion des systèmes de fonds de pension. L'étude Concialdi montre que d'une part, l'évolution de l'emploi est une variable déterminante pour l'équilibre des systèmes de retraites et d'autre part, l'équilibre financier du système de protection sociale relève d'une question proprement politique, celle du partage des ressources entre générations : « *les actifs de demain accepteront-ils des prélèvements un peu plus élevés pour financer les retraites en contrepartie de charges plus faibles pour l'entretien et l'éducation des enfants ? Occulter cette question centrale rétrécit singulièrement le champ du débat démocratique* ».

## La crise d'efficacité

L'intervention publique est également vivement critiquée pour son manque d'efficacité. Ces critiques peuvent se résumer en quatre points :

- Si la situation des personnes âgées s'est améliorée, celle des jeunes ne cesse de se dégrader comme en atteste l'augmentation du taux de pauvreté pour les 18-24 ans (17,8 % chez les femmes et 15,3 % chez les hommes).
- Il n'y aurait pas lien de corrélation entre les dépenses d'assurance maladie et l'état de santé de la population. La couverture maladie serait loin d'assurer l'égalité, notamment l'égalité devant la mort.
- La protection sociale n'a pas empêché la montée de la pauvreté et de l'exclusion, pire encore, elle provoquerait l'apparition de « trappes à pauvreté », certaines personnes préférant rester dans une situation d'assisté que celle de salarié !

En France, en 2004, 11,7 % des ménages (soit près de 7 millions d'individus) se trouvaient en dessous du seuil de pauvreté fixé à 60 % du salaire médian, et 6,2 % en dessous du seuil de pauvreté fixé à 50 % du salaire médian. La précarisation du travail, avec le développement du travail temporaire et du travail à temps partiel, a donné naissance à un nouveau phénomène : celui des travailleurs pauvres. Ce dernier est renforcé par une diminution constante de la part des salaires dans la valeur-ajoutée depuis le début des années 80. Elle est inférieure de 10 points à son niveau culminant de 1981 (où elle atteignait 67,5 %), mais, sur la longue période, la part moyenne se situe plutôt autour de 62 à 63 %. Le changement des priorités des politiques économiques s'est accompagné d'un recul de la négociation collective sur le partage de la valeur ajoutée, dans un contexte d'affaiblissement des syndicats de salariés du fait d'un chômage de masse.

### **La crise de légitimité**

**Une crise interne :** La crise de légitimité de l'intervention publique proviendrait, selon Rosanvallon, du fait que l'essor de la protection sociale se soit réalisé en l'absence de mouvements sociaux : son institutionnalisation résulterait d'effets mécaniques et non plus d'un élan populaire comme à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En outre, il souligne que le consentement à la réduction des inégalités s'est considérablement réduit avec le progrès des connaissances et leur diffusion : chacun connaissant mieux les risques auxquels il est soumis, les individus refusent de payer pour assurer une protection à autrui. La montée de l'individualisme a sérieusement mis à mal le principe de solidarité nationale. De plus, la protection sociale telle qu'elle est conçue, laisse à l'écart d'importantes franges de la population (sinistrés, chômeurs non indemnisés, « nouveaux pauvres », personnes âgées...). Rosanvallon préconise un retour aux solidarités de proximité : les associations locales, citoyens bénévoles, institutions municipales seraient mieux à même de déceler les vrais besoins, d'alléger les procédures et de réduire les coûts de fonctionnement.

**Une crise externe :** Les libéraux soulignent les effets pervers de l'État-providence au motif que les prélèvements obligatoires restreignent la rémunération de l'initiative et de l'effort, décourage l'esprit d'entreprise et brisent le dynamisme de la population active. En élevant le coût du travail, la pression fiscale et l'existence de minima sociaux favoriseraient la substitution du capital au travail au détriment de l'emploi. Certains fustigent l'existence du SMIC qui renforcerait le chômage, notamment des jeunes. Bourachot fait remarquer à juste titre que la suppression du SMIC inciterait l'économie française à se spécialiser dans les productions de bas de gamme, ce qui serait défavorable à une bonne insertion sur le marché international. On peut également ajouter qu'une telle suppression ferait exploser le nombre de travailleurs pauvres, et freinerait un peu plus une consommation déjà en berne.